

LE GÉOPHYSICIEN

Nouvelle Edition, **avril mai 2010**

Editorial: Jusqu'ou iront les financiers ?

Depuis quelque jours, s'est ouvert le procès d'un aventurier qui a failli couler « tout seul » l'une des plus grandes banques française. En 2007, l'irresponsabilité des traders et l'incurie des banquiers qui leur ont confié leur fonds ont plongé l'économie mondiale dans une crise sans précédent, alors que rien ne la prédisait compte tenu de la situation des économies ; et surtout pas les agences de notation.....Cette crise purement financière provoquée par une spéculation devenue folle, après avoir fait perdre de 40 à 60% de leur valeur boursière à l'ensemble des entreprises à travers le monde, a créé une crise bancaire privant les entreprises de financement. Ainsi quelques milliers de traders ont détruits des dizaines de millions d'emplois dans le monde.

Aujourd'hui, les banques après avoir été sauvées par les états à coup de milliards, (456 M pour la France) se retournent contre ces mêmes états en leur demandant de faire des économies afin de réduire leurs dettes. Mesurer l'ironie !

La dette de la France a bondi à 8% du PIB pour sauver les banques !

Et Fillon voudrait réaliser 100 milliards d'économie sur le dos des salariés en réduisant les acquis sociaux, en commençant par la retraite.

Jusqu'ou iront les financiers pour assouvir leur insaisissable appétit de profit ?

Démocraties en DANGER

Depuis plusieurs mois les états de l'Union Européenne et leur monnaie, l'Euro, sont devenus la cible des spéculateurs, se jetant sur le pays « désigné » le plus faible par les fameuses agences de notation. La Grèce est devenu le premier pays souverain « euro-soumis », victime d'un système financier devenu fou. Alors que font les dirigeants de ces pays démocratiques européens ?

Eh bien, ils s'inclinent devant la dictature financière !

Les dirigeants « élus » de ces pays riches et « civilisés » détruisent les droits sociaux de leurs peuples afin de satisfaire la voracité des fauves de la finance.

Au besoin, ils envoient la police charger le peuple qui manifeste.

Dis Pa' c'était quoi avant la bourse ? La démocratie !

Travail du dimanche : Test à la compta !

On n'arrête pas le progrès : la Direction envisage de faire travailler les comptables les samedis, dimanches et fêtes de Juillet pour vérifier la bascule de la comptabilité dans le système Harmony. 10 heures par jour pour faire bonne mesure !

Sur la base du « volontariat », elle propose une compensation en temps au taux de 1,25 pour 1 heure (taux légal) le samedi et 1,5 le dimanche. **Inacceptable**, jugent la majorité des salarié(e)s consultées. Ce service est en effet de plus en plus pressuré suite aux évolutions des systèmes comptables de ces dernières années (Multiplication des clôtures et raccourcissement des délais de publication, ERP, Sox, fusion, Harmony..) Et en insuffisance chronique d'effectif, auquel on pallie par les CDD ou l'intérim. La reconnaissance ? Les salarié(e)s l'attendent encore...

*Le travail du dimanche est « par dérogation » accordée « dans les lieux touristiques et aux commerces d'alimentation » ; A moins d'admettre que nos collègues comptables sont des épicières venues bronzer devant leur écrans ; **la CGT s'oppose au travail du dimanche***

La CGT revendique des moyens et une organisation du travail pour réaliser le projet dans le respect du temps de travail normal. Elle demande la négociation de contreparties financières conséquentes pour les heures supplémentaires des samedis.

Pour l'instant la direction s'y refuse. Ce n'est pas la meilleure façon de trouver des volontaires.....

Seniors : la Direction mène le bal des hypocrites.

Ce n'est un mystère pour personne : La direction négocie actuellement avec des salariés âgés de 58 à plus de 60 ans des départs sous forme de rupture conventionnelle ou de licenciement économique.

Ces départs s'inscrivent souvent dans le cadre de suppressions de postes, dont la charge, faute de remplaçant(e) incombe souvent aux collègues de travail. Un plan de suppression d'emploi se dessine ainsi en sous-main, sans le cadre collectif qui permettrait aux salariés d'obtenir des garanties pour leur futur, et de mettre en œuvre des solutions socialement plus responsables. Nous exigeons d'une part le remplacement des départs par des embauches de jeunes, victimes actuellement d'un chômage massif, et d'autre part, la négociation de dispositions de sécurisation de ces départs, alors que le contexte réglementaire évolue constamment, laissant peu de visibilité aux salariés. Que deviendra l'indemnisation du chômage des seniors, avec la menace qui pèse sur le droit à la retraite à 60 ans ?

La CGT a proposé lors de la négociation du volet senior de l'accord GPEC, plusieurs dispositions en ce sens : rachat de trimestres pour la retraite, temps partiel bonifié, prise en charge des cotisations de retraites complémentaires, financement de la mutuelle santé au-delà des 9 mois légaux ... : toutes repoussées par la Direction. L'encre de la signature encore humide et la pénalité de 1% de la masse salariale écartée, la Direction a recours aux départs anticipés, à la charge de la collectivité, alors que le maintien dans l'emploi des seniors au moins jusqu'à l'âge légal est un des enjeux du financement des retraites.

La volonté de partir de façon anticipée est révélatrice de la fatigue physique mais aussi du désintérêt du travail qui touche les salariés en fin de carrière. Il faut donc s'interroger sur le mode de management, le contenu du travail, la déshumanisation de l'entreprise et le manque de reconnaissance des qualifications, à l'origine de cette situation, pour ne pas la renouveler.

Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) : quel rôle, pour quel développement industriel de CGGVeritas?

Le fond stratégique d'investissement (51 % Caisse des dépôts, 49% Etat) vient de prendre 6% du capital de CGGVeritas et devrait déléguer un administrateur au CA.

Sa création en 2008 par le gouvernement en faisait un embryon de réponse à la revendication de la CGT de refonder une politique industrielle dans notre pays et de constituer pour cela un pôle public financier orienté vers la création d'activité et d'emploi.

L'intervention de ce fond, si elle permet de pallier l'absence d'actionnaire industriel stable et de réduire ainsi la fragilité de CGGVeritas vis-à-vis d'un prédateur boursier, pose cependant quelques questions. Le capital de la compagnie n'a pas évolué depuis l'arrivée de cet actionnaire institutionnel, qui a mis l'argent public en remplacement de celui récupéré par les « petits porteurs ».

Pourquoi cet argent public placé dans les actions CGGVERITAS par le FSI n'a pas servi à augmenter le capital en vue d'investissements stratégiques ou de financement de projets de recherche ou de développement ?

Sur son site internet on peut lire que le FSI recherche « des rendements cibles conformes aux exigences des investisseurs du marché » et qu'il veut « s'assurer de la mise en œuvre de la stratégie ayant motivé son intervention ».

Quelle stratégie a motivé son intervention ?

Dans le cas de l'équipementier automobile Trèves, l'intervention du FSI s'est accompagnée de la fermeture de deux filiales, Sodimatex et PTPM et de la suppression de centaines d'emplois. S'agissant de fonds publics, ne doit-on pas en exiger un soutien au développement de l'emploi et des qualifications, au lieu de la logique de rentabilité des marchés ? Un moyen de s'en assurer : demander à pouvoir auditionner le représentant du FSI devant le comité d'entreprise pour éclairer ses intentions.

Galiléo ? trop petit !

Avec le projet CGGVone, la distribution des bureaux dans GALILEO est en train de changer, jusqu'au 31 juillet normalement !?

Les cloisons à peine construites se

« déplacent » dans la plus grande confusion. La direction persiste dans sa volonté de loger les équipes **en open space**, malgré les nombreuses interventions et mis en garde des élus.

Nous invitons l'ensemble du personnel à interroger leur hiérarchie sur l'aménagement de leurs futurs bureaux.

Surprises ! Surprises ?

CGGVeritas ONE : Quoi de nouveau !

Le groupe est restructuré en division, donc retour aux SBU de naguère ! La marine est en ligne de mire : problème ! La restructuration de 2009 à la marine n'est toujours pas en place, et ça va encore changer !. Si les départs "volontaires" sont terminés, les équipes

« exVeritas » ont le plus grand mal à s'adapter

aux méthodes « exCGG ». UN GROS Problème de FORMATION est apparu : car en réduisant les équipes; les personnels deviennent

multitâches et multifonctions : ce qui ne se peut sans les « multi-compétences »

adéquates. Hoops !

Le management avait oublié cette évidence !!!